

FIRST AFRIQUE

HEBDO N°0470 du 09 au 15 sept 2024

Magazine

BÉNIN

FIRST AFRIQUE, Le vrai visage de l'information. Siret: 52824976600023 CMA - LILLE / FRANCE

46 ANS DE LA MARINE NATIONALE



CÔTE D'IVOIRE

**Ouattara
resserre son
emprise sur
le RHDP**

Sommaire

BENIN

46 ANS DE LA MARINE NATIONALE



BENIN

POLITIQUE

JOSEPH DJOGBÉNOU, UNE CHANCE POUR LA NATION



BENIN

FOCAC

LE BENIN MET L'ACCENT SUR L'AGRICULTURE DURABLE



INTER

CÔTE D'IVOIRE

OUATTARA RESSERRE SON EMPRISE SUR LE RHDP



AFRIQUE

ALGERIE

ABDELMADJID TEBBOUNE RÉÉLU AVEC 94,65 % DES VOIX



AFRIQUE

Acteur clé de la transformation économique

L'Afrique de l'Ouest est à un tournant décisif de son développement, et la diaspora, comptant des millions de personnes, joue un rôle crucial dans cette transformation. Dispersés dans des villes comme New York, Paris, et Londres, ces Ouest-Africains continuent d'entretenir des liens étroits avec leurs pays d'origine. Leurs contributions se manifestent par des transferts de fonds, des investissements directs et un retour d'expertise, influençant à la fois les économies et le développement social de la région.

Les transferts de fonds : un soutien vital pour les familles

Les transferts de fonds représentent une source de revenus vitale pour de nombreuses familles ouest-africaines. Selon la Banque mondiale, les envois de fonds vers l'Afrique subsaharienne ont atteint près de 50 milliards de dollars en 2022, une grande partie provenant de la diaspora ouest-africaine. Ces transferts surpassent souvent l'aide au développement, soutenant la consommation, l'éducation et les soins de santé. Ils jouent également un rôle dans la réduction de la pauvreté et des inégalités. Une part importante de ces fonds est investie dans des projets locaux ou des initiatives entrepreneuriales. Cependant, la dépendance à ces transferts peut devenir problématique, les gouvernements doivent donc créer des politiques visant à encourager l'investissement dans des secteurs productifs et structurants comme l'agriculture ou les technologies.

Les investissements directs : catalyseurs de croissance

De nombreux membres de la diaspora vont au-delà des simples transferts d'argent, en investissant directement dans leurs pays d'origine. Ces investissements prennent diverses formes, comme la création d'entreprises, la participation à des projets immobiliers ou le soutien à des initiatives communautaires.

Un exemple marquant est le secteur technologique. Plusieurs entrepreneurs ouest-africains ayant acquis une expertise à l'étranger retournent dans leurs pays pour développer des start-ups innovantes dans la fintech, le e-commerce et les services numériques. Ces entreprises contribuent non seulement à la création d'emplois, mais aussi à la diffusion d'innovations et de bonnes pratiques.

Pour maximiser ces investissements, les gouvernements doivent offrir un environnement attractif en réduisant les barrières administratives et en offrant des incitations fiscales, afin d'attirer davantage d'investissements productifs.

Retour d'expertise : un levier de modernisation

Le retour d'expertise est un autre aspect central de la contribution de la diaspora. Les compétences acquises par les membres de la diaspora à l'étranger, qu'elles soient techniques, managériales ou scientifiques, sont précieuses pour le développement de l'Afrique de l'Ouest. Des initiatives comme les « Diaspora Returnee Programs » encouragent ces experts à revenir temporairement ou définitivement pour aider à moderniser les secteurs clés de l'économie. Ils contribuent notamment aux domaines de la santé, de l'éducation, de la finance et des nouvelles technologies. Leur expertise, souvent acquise dans des environnements internationaux, est cruciale pour renforcer les capacités locales et développer des projets innovants. Le retour d'expertise peut également prendre la forme de missions ponctuelles ou de collaborations entre institutions. Des chercheurs ouest-africains collaborent avec des universités locales, renforçant ainsi le système éducatif et participant à la formation de la prochaine génération de professionnels.

Les défis et perspectives pour un impact maximal

Malgré le rôle indéniable de la diaspora, plusieurs défis demeurent. La dispersion géographique, les infrastructures insuffisantes et une certaine méfiance envers les autorités locales freinent encore un engagement massif. Les coûts élevés de transferts de fonds et la réglementation bancaire internationale compliquent également l'acheminement efficace des ressources. Pour maximiser l'impact de la diaspora, les pays ouest-africains doivent créer des politiques incitatives. Cela inclut la réduction des coûts de transferts, la création de cadres réglementaires adaptés aux investissements de la diaspora et la facilitation du retour des talents. Il est également crucial de garantir la stabilité politique et économique pour attirer les investissements et favoriser le retour d'expertise.

La diaspora ouest-africaine est un acteur clé du développement de la région. Ses contributions, qu'il s'agisse de transferts de fonds, d'investissements ou de retour d'expertise, sont essentielles pour moderniser et dynamiser les économies ouest-africaines. Bien que des défis persistent, l'opportunité de collaboration entre les États et la diaspora est immense. En renforçant ces liens, l'Afrique de l'Ouest peut espérer un avenir prospère et durable, ancré dans les ressources et l'énergie de ses fils et filles à l'étranger.

Wilfrid KINT KINT



BENIN

POLITIQUE

JOSEPH DJOGBÉNOU

UNE CHANCE POUR LA NATION



Le Bénin, nation phare de la démocratie en Afrique de l'Ouest, a souvent trouvé ses leaders parmi des figures intellectuelles et politiques d'envergure. Parmi elles, le professeur Joseph Fiamè Djogbénou, ancien ministre de la Justice et ancien président de la Cour constitutionnelle, se distingue par un parcours exceptionnel qui allie rigueur académique, engagement politique et un sens aigu du devoir envers son pays. Pour beaucoup, Djogbénou représente une chance unique pour le Bénin, un homme dont l'influence a été déterminante pour le développement institutionnel et juridique de la nation.

Né en 1969, Joseph Djogbénou a d'abord forgé sa carrière dans le domaine académique. Professeur de droit à l'Université d'Abomey-Calavi, il s'est rapidement imposé comme une référence dans le paysage juridique béninois. Sa profonde connaissance du droit, son sens critique et son engagement pour la justice ont fait de lui un acteur clé de la vie académique et juridique du pays. Mais au-delà de ses qualités d'enseignant, c'est sa capacité à appliquer le droit à la réalité sociale et politique qui le distingue. En cela, Djogbénou incarne une figure rare : celle de l'intellectuel engagé, conscient de ses responsabilités vis-à-vis de la société.

Le passage de Joseph Djogbénou à la politique a été

marqué par son rôle crucial en tant que ministre de la Justice dans le gouvernement de Patrice Talon. Nommé en 2016, Djogbénou a eu pour mission de réformer un système judiciaire souvent critiqué pour ses lenteurs et ses dysfonctionnements. Il a mené de front des réformes ambitieuses visant à moderniser la justice béninoise, à renforcer l'indépendance des juges et à lutter contre la corruption. Ces réformes, bien qu'ayant suscité des débats, ont été saluées pour leur pertinence et leur impact positif sur la gouvernance du pays.

En 2018, Djogbénou a été nommé président de la Cour constitutionnelle, une institution cruciale pour la démocratie béninoise. À ce poste, il a dû faire face à des défis considérables, notamment la gestion de dossiers électoraux sensibles et le maintien de la stabilité institutionnelle dans un contexte politique parfois tendu. Sa présidence a été marquée par des décisions judiciaires majeures, qui ont souvent fait l'objet de débats passionnés, tant au sein de la classe politique que de la société civile. Toutefois, il est indéniable que Djogbénou a joué un rôle essentiel dans la préservation de l'ordre constitutionnel et la consolidation de la démocratie au Bénin.

Pour ses détracteurs, Joseph Djogbénou a parfois été perçu comme trop proche du pouvoir, notamment lors de certaines

décisions controversées de la Cour constitutionnelle. Ils lui reprochent de ne pas avoir su préserver une totale indépendance vis-à-vis de l'exécutif. Cependant, ces critiques doivent être nuancées par une compréhension plus large de la complexité du contexte dans lequel Djogbénou a exercé ses fonctions. En effet, la position de président de la Cour constitutionnelle dans un pays en pleine consolidation démocratique est un exercice d'équilibrisme délicat, où chaque décision doit être prise avec le souci de maintenir la stabilité et la paix sociale.

Les partisans de Djogbénou, quant à eux, voient en lui un homme d'État pragmatique, capable de concilier l'idéal du droit avec les réalités politiques du moment. Pour eux, Djogbénou est un visionnaire, un homme qui a su se mettre au service de son pays avec intégrité et détermination, contribuant à l'édification d'institutions solides et respectées. Ses réformes au ministère de la Justice ont permis de moderniser un secteur clé pour le développement et la gouvernance du Bénin. Sa présidence de la Cour constitutionnelle a renforcé la crédibilité de cette institution, indispensable à la protection des libertés fondamentales et à la régulation du pouvoir politique.

Au-delà de ses réalisations concrètes, Joseph Djogbénou incarne une certaine idée de la justice et du service public. Sa carrière est

un modèle d'engagement pour les jeunes générations, un exemple de ce que peut accomplir un intellectuel lorsqu'il met son savoir au service de la collectivité. Djogbénou, c'est aussi l'image d'un Bénin qui avance, qui se réforme, qui se dote d'institutions modernes capables de répondre aux défis du 21ème siècle.

Le Bénin a besoin de leaders comme Joseph Djogbénou, des hommes et des femmes qui allient compétence, intégrité et vision. Son parcours démontre qu'il est possible de réformer et de moderniser un pays tout en respectant ses traditions et ses valeurs. Djogbénou a su naviguer entre le droit et le pouvoir avec une habileté rare, sans jamais perdre de vue son objectif : servir le Bénin. En somme, Joseph Djogbénou représente une chance pour le Bénin, une chance que le pays ne doit pas laisser passer. Sa contribution au développement juridique et institutionnel du pays est immense, et son engagement pour la justice est une source d'inspiration pour tous ceux qui croient en un avenir meilleur pour le Bénin. À travers son parcours, Djogbénou nous rappelle que le savoir et l'action peuvent aller de pair, et que la véritable force d'un pays réside dans la qualité de ses institutions et de ceux qui les dirigent.

Wilfrid K./La rédaction

LE BENIN MET L'ACCENT SUR L'AGRICULTURE DURABLE



LE BENIN MET L'ACCENT SUR L'AGRICULTURE DURABLE

À l'occasion du Forum sur la coopération sino-africaine (FOCAC), la vice-présidente du Bénin, Mariam Chabi Talata, a marqué les débats en plaidant en faveur d'une industrialisation agricole ambitieuse pour son pays.

Après avoir participé à la cérémonie d'ouverture officielle, elle a dirigé, le 5 septembre, une conférence de haut niveau sur l'importance de moderniser le secteur agricole africain, en particulier au Bénin, en collaboration avec la Chine.

Lors de son allocution, intitulée « **Accompagner l'Afrique dans l'industrialisation, la**

modernisation agricole et le développement vert », Mariam Chabi Talata a mis en lumière les progrès agricoles du Bénin, notamment dans la production de coton, d'anacarde et d'ananas, faisant de son pays un acteur clé du secteur en Afrique.

Toutefois, elle a souligné que ces matières premières sont majoritairement exportées à l'état brut, limitant ainsi leur impact sur l'économie locale et l'emploi.

La vice-présidente a donc appelé à renforcer les capacités de transformation locale, citant des initiatives comme la zone industrielle de Glo-Djigbé, destinée à

attirer des investissements pour soutenir la transformation des produits agricoles sur place.

Mariam Chabi Talata a également insisté sur l'importance d'une coopération renforcée avec la Chine, notamment dans les domaines agro-industriel et technique. Elle a rappelé que pour réussir l'industrialisation agricole, deux axes sont essentiels : d'une part, l'amélioration de l'accès à des intrants agricoles de qualité et, d'autre part, l'accroissement des investissements pour soutenir la transformation locale des matières premières.

En outre, la mécanisa-

tion des exploitations agricoles s'impose, selon elle, comme une réponse efficace aux défis posés par la faiblesse de la production et les effets du changement climatique.

La vice-présidente a conclu en rappelant que la sécurité alimentaire est un défi crucial pour l'Afrique, et qu'une coopération avec des partenaires stratégiques comme la Chine est essentielle pour garantir une modernisation réussie du secteur agricole. Pour elle, « le meilleur entre la Chine et l'Afrique reste à venir ».

A.K.S./ La rédaction

2024年9月4-6日, 北京

4-6 September 2024, Beijing



LE NOUVEAU PASSEPORT SANS LA MENTION CEDEAO



Le Burkina Faso a récemment franchi une nouvelle étape dans la modernisation de ses documents d'identité avec le lancement de son nouveau passeport électronique. Ce document biométrique, conforme aux standards internationaux, est le fruit d'une collaboration entre le Burkina Faso et la société chinoise Emptech, symbole de l'essor technologique et administratif du pays.

Le nouveau passeport burkinabè est à la pointe de l'innovation, notamment

avec l'intégration de puces électroniques de grande capacité de stockage de données. Ces dernières sont fabriquées à partir de polycarbonate colorisé, un matériau robuste et sophistiqué. Emptech, la société en charge de sa production, affirme que ces passeports sont dotés d'intelligence artificielle permettant une connexion internationale fluide.

L'une des grandes nouveautés de ce document d'identité est son processus de délivrance modernisé. Grâce à un système d'émission automatisé,

les citoyens burkinabè peuvent désormais effectuer leur pré-enrôlement en ligne, ce qui promet de réduire les files d'attente interminables dans les centres de délivrance. De plus, des kits d'enrôlement seront mis à disposition dans certaines ambassades burkinabè à l'étranger, facilitant la collecte des données personnelles des expatriés. Ces informations seront ensuite centralisées à l'Office national d'identification (ONI), en coopération avec le ministère des Affaires étrangères.

Le lancement officiel de ce passeport a eu lieu le 3 septembre 2024, respectant ainsi les normes internationales édictées par l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI). Cependant, au-delà de ces avancées technologiques, ce nouveau passeport se distingue par un changement qui n'a pas échappé aux observateurs : l'absence de la mention « CEDEAO » sur sa couverture. Cette omission marque une étape symbolique et pourrait bien être interprétée comme un « pied de nez » au bloc sous-régional dont le Burkina Faso s'est

LE NOUVEAU PASSEPORT SANS LA MENTION CEDEAO

récemment retiré.

UNE RUPTURE NETTE AVEC LA CEDEAO

Le retrait de la mention « CEDEAO » sur le passeport burkinabè est tout à fait logique compte tenu du contexte géopolitique actuel. En effet, le Burkina Faso, aux côtés du Mali et du Niger, a annoncé en août 2023 sa sortie de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO). Cette décision fait suite à une série de sanctions imposées par l'organisation sous-régionale après les coups d'État militaires dans ces trois pays. Le Burkina Faso, membre fondateur de la CEDEAO, a ainsi pris un virage politique en affirmant sa volonté de s'émanciper de l'influence de cette organisation et en renforçant ses liens avec ses voisins sahéliens au sein de l'Alliance des États du Sahel (AES).

Le président de la Commission de la CEDEAO, Omar Aliou Touray, avait déjà mis en garde contre les conséquences de cette rupture pour les citoyens des pays sahéliens. En juillet dernier, lors d'une réunion à Accra, il avait averti que les citoyens du Burkina, du Mali et du Niger pourraient rencontrer des difficultés pour voyager, résider ou créer des entreprises dans les pays membres de la CEDEAO. Il

avait également souligné que ces pays devraient cesser d'utiliser les passeports, cartes d'identité et assurances automobiles de la CEDEAO.

Le Burkina Faso semble avoir pris ces avertissements au pied de la lettre, anticipant les mesures de rétorsion et émettant son propre passeport, affranchi du sigle CEDEAO. En agissant ainsi, Ouagadougou envoie un message clair : le pays est prêt à assumer les conséquences de sa sortie de la communauté sous-régionale et à tracer sa propre voie en matière de coopération internationale.

UN REPOSITIONNEMENT STRATÉGIQUE VERS DE NOUVEAUX PARTENAIRES

La cérémonie de lancement du nouveau passeport burkinabè a également été l'occasion pour les autorités de réaffirmer leur volonté de coopérer avec de nouveaux partenaires internationaux, en particulier la Chine. Alors que le président burkinabè Ibrahim Traoré a renoncé à participer au Forum de coopération sino-africain (FOCAC), son gouvernement renforce ses liens avec l'empire du Milieu, notamment dans le cadre de projets de modernisation technologique. La fabrication des

nouveaux passeports par une société chinoise n'est pas anodine : elle s'inscrit dans une dynamique de diversification des partenaires économiques et diplomatiques du Burkina Faso, à la recherche d'alliances moins contraintes par les règles des organisations sous-régionales traditionnelles.

Outre la modernisation administrative symbolisée par ce nouveau passeport, le gouvernement burkinabè a également annoncé d'autres réformes, comme la délivrance en ligne des casiers judiciaires via la plateforme e-casier judiciaire. Cette démarche vise à simplifier les procédures administratives pour les citoyens tout en renforçant la sécurité et la transparence dans la gestion des données personnelles.

QUEL AVENIR POUR L'ALLIANCE DES ÉTATS DU SAHEL ?

L'absence de la mention « CEDEAO » sur le nouveau passeport burkinabè soulève des questions sur l'avenir de l'Alliance des États du Sahel. Certains observateurs se sont étonnés que le logo de l'AES ne figure pas encore sur le document, alors que cette confédération régionale semble prendre de plus en plus d'importance pour les trois pays sahéliens. Si le Burkina Faso semble vouloir tourner définitivement

la page de la CEDEAO, il reste à voir comment l'AES s'organisera pour faciliter les échanges commerciaux et la libre circulation des personnes entre ses membres.

Le lancement de ce nouveau passeport pourrait marquer le début d'une nouvelle ère pour le Burkina Faso, qui cherche à se repositionner sur la scène internationale tout en renforçant son indépendance vis-à-vis des organisations sous-régionales traditionnelles. Dans ce contexte, la coopération avec la Chine et d'autres acteurs non africains pourrait jouer un rôle crucial dans le développement du pays et la réalisation de ses ambitions économiques et diplomatiques.

Le retrait de la mention « CEDEAO » sur le nouveau passeport burkinabè est un symbole fort de la rupture politique et diplomatique entre le Burkina Faso et l'organisation sous-régionale. Plus qu'un simple changement esthétique, il traduit une volonté affirmée de se démarquer, de moderniser le pays et de s'ouvrir à de nouveaux horizons, tout en renforçant les liens avec ses voisins sahéliens au sein de l'AES.

W.K./la rédaction

F1RST AFRIQUE

HEBDOMADAIRE
D'ANALYSES, D'INVESTIGATIONS ET DE STRATÉGIES

Global Leader
Wilfrid KINTOSSOU

Directeur de Publication

Wilfrid KINTOSSOU

Rédacteur en Chef

Joseline Folly.

C. Cakpo

Secrétaire de Rédaction

Audrey K. Segbo

Rédaction

Joseline F.

Syste Fiacre

Wilfrid Kintossou

Audrey Kévine Segbo

Correction

Pascal HOUNKPATIN

Palette Graphique

First Afrique Prod

Editeur

FIRST AFRIQUE

N°Siret 528249766

RCS LILLE METROPOLE/France

Tél. WhatsApp +229 66055661

Email : direction@firstafrique.tv.bj

www.firstafrique.tv.bj

Avec First Afrique Tv,
c'est l'Afrique qui gagne et c'est l'actualité
autrement.

ABDELMADJID TEBBOUNE RÉÉLU AVEC 94,65 % DES VOIX



Le président sortant de l'Algérie, Abdelmadjid Tebboune, a été réélu pour un second mandat le samedi 7 septembre 2024 avec un score impressionnant de 94,65 % des suffrages exprimés. Ce résultat écrasant, bien que prévisible, est marqué par des éléments qui soulèvent des questions, notamment le taux de participation et la crédibilité du scrutin.

Selon l'Autorité nationale indépendante des élections (ANIE), Tebboune a recueilli 5 329 253 voix sur un total de 24,351 millions d'inscrits sur les listes électorales. Cependant, le taux de participation, un indi-

cateur clé pour évaluer l'engagement des citoyens, n'a pas été communiqué officiellement lors de la déclaration des résultats. Cet aspect trouble l'interprétation du succès éclatant de Tebboune.

Le président, qui occupe le pouvoir depuis 2019, a consolidé son contrôle sur le pays dans un contexte de relative stabilité. Cependant, l'absence de mention officielle sur le taux de participation jette un voile de doute sur la légitimité populaire de ce triomphe. Certains observateurs estiment que ce score élevé masque une réelle désaffection de la population à l'égard du processus

électoral, accentuant l'écart entre l'État et les citoyens.

Malgré le silence de l'ANIE sur la participation, des rumeurs évoquent un taux inférieur à 50 %. Ce chiffre, s'il se confirmait, serait révélateur d'une tendance croissante à l'abstention dans le pays. Déjà lors de l'élection présidentielle de 2019, marquée par un boycott des urnes, Tebboune avait été élu avec une participation de seulement 40 %. Le contexte politique actuel, bien que moins marqué par les manifestations du Hirak, n'a pas totalement dissipé la méfiance populaire envers les institutions.

Malgré la réélection de Tebboune, l'Algérie fait face à des défis de taille, notamment économiques et sociaux. La réélection du président lui confère une légitimité institutionnelle, mais il devra répondre aux attentes des Algériens, en particulier des jeunes, qui représentent une grande partie de la population. Si Abdelmadjid Tebboune a remporté un second mandat avec un score impressionnant, la question du taux de participation met en lumière des doutes quant à l'adhésion populaire à ce scrutin et aux réformes futures.

La rédaction

RÉFORME DES FILIÈRES ANACARDE ET SOJA



Le vendredi 6 septembre 2024, Hermann IMALI DJETTA, Président de la Chambre Nationale d'Agriculture (CNA), a animé une conférence de presse à Cotonou pour faire le point sur la mission que le Chef de l'État lui a confiée : la réorganisation des filières anacarde et soja. Ces deux cultures, devenues des piliers économiques du Bénin en termes de devises générées par les exportations, doivent être réorganisées afin de maximiser leur potentiel, tant pour les producteurs

que pour l'économie nationale.

Depuis 2016, les filières anacarde et soja ont vu leur contribution aux exportations augmenter significativement. En 2022, l'anacarde représentait 3,68% et le soja 1,03% de la valeur totale des exportations du Bénin. Ce poids économique grandissant a poussé le gouvernement à intervenir pour restructurer ces secteurs, en vue de garantir leur efficacité et leur impact positif sur l'économie. « **Ces deux filières sont dominées par des**

exploitations familiales agricoles, et malgré une production significative, une grande partie de celle-ci est exportée sous forme brute, ce qui ne correspond pas aux objectifs actuels d'industrialisation du Bénin », a précisé Hermann IMALI DJETTA.

Le gouvernement béninois, dans sa politique de développement économique, ambitionne de transformer la totalité des produits agricoles de rente au niveau national, ne serait-ce que via une transformation primaire. Cette stratégie

visait à maximiser la valeur ajoutée locale, créer des emplois, et renforcer l'économie nationale. Pour y parvenir, la structuration des acteurs agricoles est essentielle. Une organisation claire permettrait de renforcer les liens d'affaires entre producteurs et transformateurs, d'améliorer l'accès aux financements, et d'ouvrir des marchés rémunérateurs. Hermann IMALI DJETTA a souligné l'importance des interprofessions agricoles comme un moyen de gouvernance efficace pour les organisations paysannes. Les

RÉFORME DES FILIÈRES ANACARDE ET SOJA

interprofessions permettent une régulation collective au sein d'une filière donnée, en établissant des liens solides entre les différentes parties prenantes : producteurs, transformateurs, et l'État. Dans le cadre de la réorganisation des filières anacarde et soja, ces interprofessions joueront un rôle clé. Elles seront chargées de fixer les prix d'achat des productions, garantissant ainsi une rémunération équitable aux producteurs tout en tenant compte des besoins des transformateurs.

En outre, la signature d'accords-cadres entre les interprofessions restructurées et l'État viendra formaliser ce processus. Ces accords permettront à l'État de soutenir activement les filières à travers un appui financier et technique. « Il reviendra aux interprofessions de négocier et de fixer les prix des productions avec les transformateurs, et au gouvernement de les entériner, assurant ainsi la transparence et l'équité du marché », a expliqué Hermann IMALI DJETTA.

La transformation locale des matières premières agricoles est au cœur de

cette initiative. Le gouvernement espère qu'en augmentant la capacité de transformation nationale, notamment dans des zones industrielles telles que celle de Glo-Djigbé, le pays pourra générer davantage de valeur ajoutée et réduire sa dépendance aux exportations brutes. L'anacarde et le soja, deux cultures d'exportation majeures, sont vues comme des vecteurs de croissance durable pour le Bénin.

La Chambre Nationale d'Agriculture a déjà franchi plusieurs étapes importantes dans ce processus de réorganisation. Une feuille de route a été élaborée pour guider les actions à mener. Parmi les étapes clés déjà accomplies, Hermann IMALI DJETTA a mentionné la consultation des parties prenantes, la rédaction des textes législatifs et réglementaires nécessaires à la mise en place des nouvelles interprofessions, ainsi que la sensibilisation des producteurs et transformateurs aux enjeux de cette réorganisation.

Cependant, certaines étapes cruciales restent à venir. En particulier, l'organisation des assemblées constitutives des nouvelles filières

nationales des coopératives de producteurs de soja et d'anacarde est prévue pour le mois de septembre 2024. Ces assemblées permettront d'officialiser la structuration des nouvelles interprofessions et de poser les bases d'une gouvernance claire et efficace pour les deux filières.

Le processus de réorganisation des filières anacarde et soja s'inscrit dans une vision plus large de transformation économique pour le Bénin. En renforçant ces filières, le gouvernement espère stimuler la création d'emplois, augmenter les revenus des producteurs, et favoriser une plus grande compétitivité sur le marché international. À travers une meilleure structuration des acteurs et une collaboration renforcée avec l'État, les filières anacarde et soja pourraient devenir des moteurs de croissance pour le pays.

De plus, cette initiative témoigne d'une volonté de diversifier les partenariats économiques du Bénin. Alors que la coopération avec la Chine dans le cadre de la production de passeports biométriques a récemment été mise en avant,

le pays affirme également son intention de renforcer sa compétitivité en matière d'agro-industrie. La coopération sino-béninoise pourrait ainsi s'étendre aux filières agricoles, permettant au Bénin d'accéder à des technologies et des financements nécessaires à la modernisation de ses secteurs productifs.

Le lancement du processus de réorganisation des filières anacarde et soja marque une étape cruciale dans la modernisation du secteur agricole béninois. En structurant mieux les acteurs de ces filières et en favorisant une transformation locale des matières premières, le gouvernement mise sur une plus grande compétitivité internationale et une meilleure intégration des familles agricoles dans la chaîne de valeur. Ces efforts, soutenus par des accords interprofessionnels et une coopération renforcée avec des partenaires étrangers, pourraient transformer en profondeur l'économie agricole du Bénin dans les années à venir.

La rédaction

LA FOIRE RÉGIONALE DU SUD À PORTO-NOVO



L'esplanade du stade Charles de Gaulle à Porto-Novo accueille, du 6 au 15 septembre 2024, la Foire Régionale de l'Artisanat pour la région Sud du Bénin. Organisée par le Ministère des Petites et Moyennes Entreprises et de la Promotion de l'Emploi à travers le Fonds de Développement de l'Artisanat (FDA), en collaboration avec la Chambre des Métiers de l'Artisanat (CMA-Bénin), cet événement est une véritable vitrine des talents artisanaux locaux.

Le lancement officiel a eu lieu le vendredi 6 septembre 2024, sous la présidence de Koladé Ayédero OKOUDJOU, re-

présentant le ministre.

Après les éditions du Nord à Natitingou et du Centre à Dassa-Zoumè, c'est désormais au tour de la région Sud de célébrer son artisanat à travers cette foire, qui réunit 75 exposants. Pendant 10 jours, ces artisans auront l'occasion de présenter au grand public le fruit de leur créativité et de leur savoir-faire. Parmi les produits exposés figurent des œuvres d'art, des textiles, des sculptures et divers objets artisanaux uniques, reflétant la richesse culturelle et la diversité des techniques locales.

Lors de la cérémonie d'ouverture, Koladé Ayédero

OKOUDJOU a souligné l'importance de cet événement pour la valorisation de l'artisanat béninois. Selon lui, « *la Foire Régionale de l'Artisanat du Sud est un événement qui va magnifier l'artisanat béninois* », ajoutant que les meilleurs artisans sélectionnés lors de cette foire seront invités à participer au prochain Salon National de l'Artisanat du Bénin (SNAB). Ce salon, qui est l'une des plus grandes manifestations artisanales du pays, constitue une plateforme de choix pour promouvoir les talents locaux à une échelle plus large.

Le Directeur Général du FDA, Clétus GUEZO, a encouragé les artisans à ne

pas relâcher leurs efforts dans la professionnalisation de leur secteur, rappelant que le gouvernement béninois continue de prendre les mesures nécessaires pour les accompagner dans cette voie. Il a insisté sur l'importance de la qualité et de la modernisation des processus de production, tout en respectant les traditions.

Au-delà de l'exposition, la Foire Régionale de l'Artisanat du Sud offre un espace de rencontres, de partage et d'échange pour les artisans, les professionnels du secteur et les amateurs d'art. Pendant les dix jours de la foire, les exposants ont la possibilité de nouer des relations d'affaires, de

LA FOIRE RÉGIONALE DU SUD À PORTO-NOVO

développer de nouveaux marchés, mais aussi de découvrir les dernières tendances et innovations en matière d'artisanat. Ces rencontres favorisent l'émergence d'une nouvelle génération d'artisans plus compétitifs et mieux structurés pour répondre aux exigences du marché national et international.

L'événement permet également de sensibiliser le grand public à l'importance de soutenir les productions locales. En achetant des produits issus de l'artisanat béninois, les consommateurs participent à la valorisation de ce secteur clé et contribuent au développement économique du pays.

Par ailleurs, des ateliers et des formations sont organisés en marge de la foire pour encourager les artisans à améliorer leurs compétences et à adopter des pratiques plus durables et innovantes. Ces formations portent notamment sur les techniques de production, la gestion d'entreprise, le marketing et l'accès aux marchés. L'objectif est de permettre aux artisans de renforcer leur positionnement et d'assurer la pérennité de leur activité.

En plus de son volet économique, la foire met en lumière la diversité culturelle et les savoir-faire ancestraux du Bénin. Les objets exposés témoignent de la richesse du patri-

moine artisanal du pays et des différentes régions, et cette transmission des traditions se révèle cruciale pour les générations futures.

La foire se conclura par la remise de distinctions aux artisans les plus méritants, ceux qui se seront démarqués par la qualité de leurs œuvres et leur contribution à la promotion de l'artisanat local. Ces récompenses serviront de tremplin pour les lauréats, en leur offrant une visibilité accrue et des opportunités de collaboration avec des acteurs majeurs du secteur.

Avec l'appui constant du gouvernement, l'artisanat

béninois est en train de prendre un nouvel élan. Les efforts conjoints des institutions publiques et des acteurs du secteur témoignent de la volonté de faire de l'artisanat un moteur de développement économique, tout en préservant l'identité culturelle du pays.

L'artisanat béninois, à travers des événements comme la Foire Régionale de l'Artisanat du Sud, montre son potentiel de croissance et sa capacité à s'adapter aux défis contemporains, tout en restant enraciné dans la tradition.

La rédaction



46 ANS DE LA MARINE NATIONALE



Le 5 septembre 2024, la Marine nationale du Bénin a célébré son 46e anniversaire, marquant presque un demi-siècle de service dévoué à la sécurité et à la protection des espaces maritimes du pays. Pour cet événement spécial, diverses activités ont été organisées, telles qu'une marche de dégraissage, des jeux pour renforcer la camaraderie, et surtout, un baptême de mer pour les enfants du personnel de la Marine et des structures invitées. Cet anniversaire a été l'occasion de rendre hommage à

cette branche essentielle des Forces Armées Béninoises tout en invitant à la réflexion sur les défis à venir.

Le Capitaine de Vaisseau Dossa HOUNKPATIN, à la tête de la Marine nationale, a exprimé son désir de faire de cette célébration un moment à la fois modeste et digne, tout en favorisant une réflexion collective sur les progrès accomplis et les efforts à fournir pour l'avenir. Bien que la célébration ait été simple, elle n'a pas manqué de capturer l'esprit et la fierté qui animent les

marins béninois au service de leur pays.

L'un des moments forts de cette célébration a été sans doute le baptême de mer organisé pour les enfants du personnel de la Marine. L'atmosphère à la base navale de Cotonou était particulièrement joyeuse, avec des dizaines d'enfants qui ont eu la chance de monter à bord des navires et de découvrir pour la première fois les eaux béninoises. Pour beaucoup d'entre eux, c'était une aventure palpitante, et ils ont été rassurés par le Commandant

de bord qui a promis une expérience inoubliable.

À bord du Patrouilleur Pendjari, le voyage a commencé en longeant le Port Autonome de Cotonou, offrant aux jeunes passagers une vue imprenable sur les grands navires amarrés et la majestueuse statue de l'Amazone. Au cours de cette sortie en mer, la présence de piroguiers a suscité la curiosité des enfants, qui ont pu observer les réalités maritimes du pays.

Bien que le trajet ait parfois été mouvementé par les

46 ANS DE LA MARINE NATIONALE

oscillations du navire, l'excitation est restée intacte. Après près d'une heure sur les flots, les enfants sont revenus à la base navale, ravis de leur expérience. L'un des enfants, Fifamè, âgée de 7 ans, a toutefois exprimé un léger regret de ne pas avoir aperçu de poissons en mer. Mais pour l'ensemble des participants, cette sortie a été une belle découverte, leur donnant un aperçu de la vie des marins et des défis quotidiens auxquels ils sont confrontés.

À 46 ans, la Marine nationale béninoise a su démontrer une grande maturité et s'adapter aux mutations rapides du monde. Elle joue un rôle crucial dans la protection des frontières maritimes et des points d'eau intérieurs du Bénin. Le Capitaine de Vaisseau Dossa HOUNKPATIN, Chef d'État-Major de la Marine, a souligné l'importance de l'adaptation face à ces nouveaux enjeux. En plus de la sécurité des eaux béninoises, la Marine doit désormais relever des défis globaux comme la lutte contre la piraterie, la protection des ressources maritimes et la surveillance des activités économiques en mer.

Dans son discours, Dossa HOUNKPATIN a réaffirmé les valeurs fondamentales qui définissent la Marine

: le courage, le dévouement et le sens du devoir. Face à l'évolution rapide des menaces maritimes, il a encouragé ses équipes à rester vigilantes et à améliorer constamment leurs compétences et leurs équipements pour rester performantes.

Le point culminant des célébrations a été la conférence animée par l'Intendant de Première Classe, IDRISSOU Mouhamed. Ce dernier a mis en lumière les enjeux du droit maritime et des opérations navales, en s'appuyant sur le cas particulier du Bénin. Il a rappelé que les actions de la Marine nationale doivent être en parfaite conformité avec les réglementations internationales qui encadrent l'utilisation et la gestion des espaces maritimes.

Selon IDRISSOU Mouhamed, la gestion des mers

est régie par des textes internationaux, que les États riverains, comme le Bénin, se doivent de respecter et d'appliquer dans leurs activités maritimes. Cela inclut des conventions sur la protection de l'environnement marin, la régulation de la pêche, et les accords de sécurité pour la lutte contre la piraterie. En s'assurant que les opérations de la Marine respectent ces règles, le Bénin s'inscrit dans une démarche de coopération internationale tout en garantissant la sécurité de ses eaux.

Le Préfet Maritime, le Contre-Amiral Maxime AHOYO, également présent à la cérémonie, a exprimé sa satisfaction quant à l'initiative de cette conférence et l'importance du respect des conventions internationales pour améliorer l'efficacité des opérations navales. Il a encouragé les acteurs de la Marine

à renforcer leur connaissance des textes juridiques afin d'optimiser leur travail sur le terrain.

Cet anniversaire de la Marine nationale a été une opportunité pour faire un bilan des 46 années écoulées tout en tournant le regard vers l'avenir. La Marine béninoise, à travers ses missions de sécurité et de défense des espaces maritimes, a prouvé son rôle stratégique dans la protection des intérêts nationaux. Cependant, les défis sont nombreux et en constante évolution. Que ce soit dans la lutte contre la pêche illégale, la sécurisation des voies maritimes commerciales ou encore la protection de l'environnement marin, la Marine nationale doit être prête à relever ces défis avec efficacité.

La rédaction



OUATTARA RESSERRE SON EMPRISE SUR LE RHDP



Le président ivoirien Alassane Ouattara a récemment annoncé sa décision de reprendre la gestion du Rassemblement des houphouëtistes pour la démocratie et la paix (RHDP), son parti politique, à un moment crucial pour l'avenir du pays. À un peu plus d'un an des élections présidentielles prévues en octobre 2025,

Ouattara se positionne de manière stratégique pour consolider son pouvoir et guider son parti à travers cette période délicate. Lors du conseil des ministres de rentrée, tenu le 5 septembre 2024, le président a partagé ses réflexions avec ses ministres, soulignant sa volonté de diriger personnellement la gestion du RHDP.

UN CONTEXTE POLITIQUE TENDU

Depuis sa création en 2005, le RHDP s'est imposé comme une force politique dominante en Côte d'Ivoire, réunissant plusieurs mouvements autour de l'héritage politique de Félix Houphouët-Boigny, premier président du pays. Alassane Ouattara, qui dirige le parti depuis

plusieurs années, a su capitaliser sur cette unité pour se maintenir au pouvoir et remporter les élections présidentielles de 2010, 2015 et 2020. Cependant, des tensions internes et des rivalités au sein du parti ont émergé, alimentées par les ambitions personnelles de certains membres influents. La décision de Ouattara de reprendre directement les

OUATTARA RESSERRE SON EMPRISE SUR LE RHDP

rènes du RHDP reflète sa volonté de maintenir la cohésion du parti en vue des élections de 2025.

La présidentielle de 2025 est particulièrement importante pour Alassane Ouattara. Même si le président n'a pas encore officiellement annoncé s'il briguerait un nouveau mandat, les spéculations vont bon train sur sa volonté de rester au pouvoir ou de désigner un dauphin. À cela s'ajoute la nécessité de garantir que le RHDP conserve sa suprématie politique face à une opposition qui se réorganise progressivement, notamment autour de figures politiques comme Laurent Gbagbo et Henri Konan Bédié.

UN RETOUR À LA TÊTE DU RHDP

UNE STRATÉGIE DE CONSOLIDATION

Le retour d'Alassane Ouattara à la tête de la gestion du RHDP est perçu comme une manœuvre stratégique visant à éviter les divisions internes qui pourraient affaiblir le parti. Ces dernières années, le RHDP a connu des départs significatifs, notamment celui de Guillaume Soro, ancien président de l'Assemblée nationale, et d'autres figures influentes. Pour Ouattara, il est essentiel de contrôler la situation et de prévenir toute dissidence

susceptible de miner les chances de succès du parti lors des prochaines échéances électorales.

Ce retour à la gestion directe du parti témoigne aussi d'une volonté de recentrer les décisions stratégiques autour de sa personne. En effet, Alassane Ouattara est conscient que son influence reste prépondérante au sein du RHDP et dans l'ensemble du paysage politique ivoirien. En prenant les commandes, il souhaite s'assurer que les différents courants internes travaillent en synergie et que le choix des candidats pour les élections législatives et locales à venir soit mûrement réfléchi, afin de maximiser les chances du RHDP de conserver ses positions dominantes.

LES DÉFIS INTERNES DU RHDP

La tâche de Ouattara n'est cependant pas simple. La gestion du RHDP est marquée par des luttes d'influence, notamment entre les jeunes générations de politiciens qui aspirent à plus de responsabilités et les figures plus anciennes et conservatrices qui souhaitent préserver le statu quo. De plus, la question de la succession de Ouattara reste une source potentielle de tension. Le président pourrait décider de se représenter en 2025, mais il pourrait aussi choisir de passer le relais

à une figure de confiance au sein du parti. Dans ce dernier cas, les tractations en coulisse pour désigner un successeur pourraient exacerber les divisions internes.

La décision de Ouattara de reprendre le contrôle du RHDP intervient également dans un contexte économique et social compliqué. La Côte d'Ivoire, bien que souvent présentée comme un modèle de stabilité et de croissance en Afrique de l'Ouest, fait face à des défis importants, tels que la lutte contre la pauvreté, l'inégalité et la nécessité de renforcer les infrastructures de base. Le parti au pouvoir devra convaincre les électeurs que sous sa gouvernance, le pays continue de progresser malgré les défis mondiaux, tels que l'inflation et les conséquences des crises sanitaires.

VERS UNE ÉLECTION CRUCIALE EN 2025

L'élection présidentielle de 2025 en Côte d'Ivoire sera un moment décisif non seulement pour Alassane Ouattara et le RHDP, mais également pour l'avenir politique et économique du pays. Avec un président sortant qui pourrait décider de se présenter pour un nouveau mandat, les tensions pourraient s'intensifier. Si Ouattara choisit de désigner un suc-

cesseur, le défi sera de garantir que cette transition se fasse sans éclat et que le RHDP reste soudé derrière ce candidat.

Les prochaines étapes consisteront probablement en une réorganisation du parti, des consultations internes pour apaiser les ambitions divergentes et une clarification de la stratégie électorale. Alassane Ouattara, en reprenant la gestion du RHDP, semble déterminé à éviter les erreurs du passé et à s'assurer que son parti demeure la force politique dominante en Côte d'Ivoire.

En décidant de reprendre en main la gestion du RHDP, Alassane Ouattara montre qu'il est déterminé à garder le contrôle de la situation politique en Côte d'Ivoire à l'approche des élections de 2025. Ce retour à la gestion directe du parti témoigne de son désir de consolider le RHDP, de prévenir les divisions internes et de s'assurer que le parti reste compétitif face à une opposition de plus en plus organisée. Les prochains mois seront déterminants pour l'avenir politique du pays, et le leadership de Ouattara jouera un rôle clé dans la stabilité du RHDP et, par extension, celle de la Côte d'Ivoire.

La rédaction



1A

F1RST AFRIQUE

*"L'intégrité
est essentielle pour
la réussite à long terme
de toute entreprise.
Chez nous, c'est une valeur
non négociable."*



<https://firstafrique.tv/bj/>



+ 229 66 05 56 61

F1RST AFRIQUE